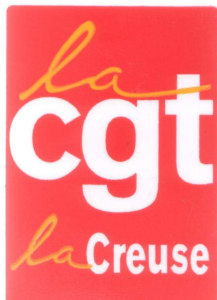




DB/fg



## **Nouveau report du Tribunal de commerce : Quel avenir pour les salariés de GM&S ?**

Le Tribunal de Commerce de Poitiers a rendu son jugement. Une décision de prolongation d'activité jusqu'au 18 Septembre a été annoncée. Une nouvelle audience est prévue le 4 Septembre 2017.

Ce délai doit permettre de poursuivre et d'étoffer le dossier avec une augmentation du nombre de salariés repris. Cela serait est une bonne chose.

Nous maintenons le fait que PSA comme Renault ont les moyens de donner des volumes et par voie de conséquence du chiffre d'affaires supplémentaire.

Avec deux millions de véhicules assemblés en France en 2016 le secteur automobile va bien. De plus, PSA comme Renault sont en très bonne santé leurs dernières communications sur leurs résultats en attestent. Ils ont bénéficié de plusieurs milliards d'euros de fonds publics directs ou indirects sans aucune contrepartie. Cela n'est pas acceptable !

Ce délai supplémentaire doit aider à :

- Favoriser à conserver le maximum d'emplois sur le site de la Souterraine.
- Examiner les possibilités de départs anticipés pour certains salariés, comme cela se fait chez Renault.
- Favoriser à la reprise de salariés par les donneurs d'ordres « clients » Renault ou PSA, avec une prime de mobilité.
- Doit être enfin utile à de vraies avancées pour tous les salariés qui resteront sur le « carreau » avec des indemnités correctes.

Ces demandes des salariés sont sans réponse à ce jour. Il est donc impératif que le gouvernement, Renault et PSA mettent tout en œuvre afin de favoriser une reprise avec le plus de salariés possible et montrer une réelle volonté sociale pour les autres.

L'Etat ne peut rester spectateur et doit mettre en place des mesures concrètes, visant à réindustrialiser la France.

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et l'Union Départementale CGT de la Creuse réaffirment leur soutien aux salariés de GM&S, ainsi qu'à leurs syndicats.

La détermination, la conscience des salariés à défendre leur outil de travail et leur savoir-faire pour sauvegarder la vie et le dynamisme de leur région, ont permis que l'entreprise ne soit pas liquidée. Sans cette lutte cela ferait déjà des mois que tous les salariés seraient au « Pole Emploi ».